

Défis climatiques et de l'Eau : l'ONG Urgences Développement mobilise les jeunes

L'un des aspects les plus regardants des conférences à l'international, est le respect des engagements pris par les différentes parties prenantes. C'est d'ailleurs cela qui témoigne de la pertinence de l'organisation de ces creusets de réflexions, de promotion et de valorisations des bonnes pratiques et innovations, et de partages d'expériences au plan mondial pour des pistes de solutions face aux problèmes affectant la planète. La 27e Conférence des parties (COP 27) et la UN Water Conférence, organisés face à la double crise (celle du climat et celle de l'Eau) ne dérogent pas à cette règle. Dans ce contexte, les jeunes ayant l'occasion de prendre part à ces instances de prise de décisions au plan international, ont un rôle crucial à jouer dans le suivi du respect des engagements pris, mais aussi dans le partage des décisions importantes issues de ces assises, et enfin le développement d'actions SMART qui contribuent à l'atteinte des objectifs Post-Conférence. Koto Daniel DAGNON, jeune prodige béninois a su prendre part à la COP 27 et la UN Water Conférence, respectivement grâce à l'appui du Ministère du Cadre de Vie et des Transports chargé du Développement Durable, l'UNICEF Bénin, l'UNFPA Bénin et Global Actions ; et l'UN DESA. De retour et afin de l'accompagner à faire profiter la jeunesse béninoise des nombreuses acquis de ces participations, mais surtout de créer d'autres émules au sein de la jeunesse et de développer des réseaux de jeunes pour des actions encore plus durables en faveur de l'environnement et du climat, l'ONG Urgences Développement organise l'initiative « l'Après cop 27 : quels défis et engagements par les jeunes

pour le climat en matière d'écogestes et de solutions fondées sur la nature », avec l'accompagnement des partenaires que sont l'UNICEF Bénin, le Secrétariat International de l'Eau (SIE) , le Laboratoire d'Innovation Social (LABIS), le Réseau Béninois du Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau (RB/PMJE) , SOS Biodiversity, la Société Jésuton, l'ONG JAPAF et le Journal Environnement et santé. L'atelier a eu lieu ce vendredi 28 Avril 2023 au siège du LABIS à Porto Novo, et a connu la participation de plus d'une vingtaine de jeunes représentants des organisations de la société civile œuvrant pour la lutte contre les changements climatiques et basés à Porto Novo et environs, ainsi que la présence de deux jeunes instituteurs représentants les deux groupes pédagogiques de l'école primaire de Koutongbé associée à la phase terrain de cette initiative afin garantir l'implication des enfants et le suivi des plants mis en terre. Au niveau de l'activité de plantation d'arbre, une centaine d'élèves et les deux directrices se sont joints de façon active au déroulement de toutes les activités.



Photo de famille

Venue de différentes organisations de la société civile, la trentaine de participants a eu droit à une rencontre faite de communications diverses, les unes aussi intéressantes que les autres. Les thématiques abordées au cours de cet atelier sont entre autres : les mécanismes fondés et non fondés sur le marché Carbone ; les opportunités d'engagements et d'implications des jeunes au Bénin face à la crise climatique et la crise de l'Eau ; l'implication des jeunes dans les instances de prise de décisions sur l'Eau au niveau international. Ces thématiques seront suivies d'une activité de reboisement et des travaux de groupe sur la déclaration de la coalition des organisations de jeunes sur l'Eau et le Climat.

Dans sa communication, Daniel Koto Dagnon, Consultant Junior en Eau et Changement Climatique, Responsable de la cellule Stratégie et Développement de l'ONG Urgences Développement est revenu sur les aspects importants à prendre en compte pour comprendre le fonctionnement du marché Carbone. A l'en croire, le marché Carbone implique trois éléments à savoir : le crédit Carbone, le marché volontaire de Carbone et la méthodologie de démonstration des efforts de réduction des émissions notamment du CO₂.



Daniel Koto DAGNON

Le Consultant Junior a aussi abordé la question relative aux négociations sur le marché Carbone. « Les négociations sur le marché Carbone se font sur la base des articles 6.2 et 6.4 de l'accord de Paris. A l'en croire, le Bénin dispose d'un arsenal juridique bien fourni pour aller sur le marché Carbone.

En tout cas, sur cette thématique, Daniel Koto Dagnon peut se frotter les mains, car le message est visiblement bien passé au niveau des participants. « Cet atelier nous a permis d'avoir plus d'éclaircissement sur l'article 6 de l'accord de Paris relatif au marché Carbone », a confié Cédric Agbessi, Maire des Jeunes de Covè, venu participer à l'atelier.

Le panel relatif à l'implication des jeunes dans les instances de prise de décisions sur l'Eau au niveau international a

également retenu l'attention des participants. Par visio-conférence, Elysa Vaillancourt, Chargée de programme Jeunesse au Secrétariat International de l'Eau, a animé ce panel et a permis aux participants de comprendre les défis et enjeux liés à la crise de l'Eau ainsi que les messages clés portés par les jeunes lors de la UN WATER CONFERENCE, tenue à New York en mars 2023. A en croire la panéliste, le message est clair : « Il s'agit de mettre l'Eau au service de la santé, du développement, de la coopération et de dégager une décennie d'action pour l'Eau », peut-on l'entendre dire.

Fèmi Tankpinou est Entrepreneur et Fondateur de ''EcoZem Bénin''. Il a partagé ses expériences dans le domaine de l'entrepreneuriat vert avec les participants. Pour Fèmi Tankpinou, tout projet d'entrepreneuriat vert doit avoir pour finalité de préserver l'environnement, de le sauvegarder et de le protéger.



Reboisement à l'EPP Koutongbé
Initiation aux éco-gestes, l'étape pratique de l'atelier

L'atelier de ''l'Après COP 27'' ne s'était pas seulement tenu entre les quatre murs. En effet, l'ONG Urgences Développement et ses hôtes se sont rendus à l'EPP KOUTONGBE, où les apprenants ont été sensibilisés et initiés au reboisement. À l'occasion, plus d'une dizaine d'arbres fruitiers ont été mis en terre. Des arbres qui promettent les écoliers, seront suivis et entretenus. « Je dis merci à l'ONG Urgences Développement. Je promets de prendre soin des arbres qu'on vient de planter », a promis Catherine Hounouho, écolière au Cours Moyen 2e année.

Participants et organisateurs satisfaits

Après plus de huit heures d'horloge, les participants sortis de l'atelier ont exprimé leur satisfaction.

Marcel Kpoffon est participant et membre de l'ONG Save Our Planet. « Je tiens à remercier le Directeur Exécutif de l'ONG Save Our Planet, monsieur Megan Valère Sossou, de m'avoir délégué pour participer à cet atelier », a-t-il déclaré. « Grâce à cet atelier, je suis désormais conscient des défis à relever pour sauver la planète », a ajouté Marcel Kpoffon.

« Nous ne pouvons que dire merci à l'ONG Urgences Développement et souhaiter qu'elle continue sur cette même lancée, afin d'impacter d'autres jeunes à travers cette initiative », a laissé entendre Arsène Sodegnon, participant et membre de l'ONG Environnement Vert pour un Développement Durable (EVDD ONG).

Imelda Hounkanrin, quant à elle, dit avoir retenu quelque chose de fondamental. « Je retiens que les jeunes doivent davantage s'impliquer dans la lutte pour la protection de l'environnement », a-t-elle fait savoir tout en décernant un satisfecit à l'ONG Urgences Développement pour avoir réussi à organiser l'atelier malgré ses moyens limités. De son côté, Cédric Agbessi, Maire des Jeunes de Covè s'engage à partager les connaissances reçues avec sa communauté.



« Nous prenons l'engagement de faire une restitution dans nos communautés, pour informer les nôtres sur l'urgence d'agir face à la crise climatique et sur la nécessité d'adopter des gestes, éco-citoyens pour préserver la nature », a-t-il promis.

C'est l'occasion pour Johnny Codo, Président de l'ONG Urgences Développement, de saluer l'engagement de tous les participants venus nombreux à l'atelier. « J'ai noté un engagement infailible au niveau des jeunes. D'autres sont même venus de Parakou », s'est-il réjoui. Pour monsieur Johnny Codo, la suite après cet atelier est déjà connue.

« Les perspectives qui se dégagent à la suite de cet atelier, c'est déjà la mise en place d'une coalition des jeunes et la préparation prochaine de la journée de l'arbre qui sera consacrée au reboisement dans la ville de Porto-Novo et ses

environs », a-t-il annoncé. Il en a également profité pour remercier tous les partenaires qui ont accompagné l'ONG Urgences Développement dans l'organisation dudit atelier.

Pour rappel, les partenaires qui ont accompagné l'ONG Urgences Développement dans l'organisation de l'atelier sont : LABIS, RB/PMJE, SOS BIODIVERSITY, Journal Santé Environnement, UNICEF Bénin, GIZ et l'Ambassadeur des Pays-Bas près le Bénin.

Que sait-on de l'ONG Urgences Développement ?

Faut-il le préciser, l'ONG Urgences Développement est basée au quartier TOKPOTA dans la ville de Porto-Novo, la capitale du Bénin. Créée en 2019, l'ONG Urgences Développement œuvre pour le développement durable notamment la protection de l'environnement et la promotion des droits humains fondamentaux des populations rurales, péri-urbaines et urbaines en vue de leur bien-être social.

Elle intervient dans la formation et dans l'autonomisation des jeunes, dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement, du Climat, de l'Environnement, des infrastructures et de la Sécurité alimentaire. Sa devise est « Changer aujourd'hui le monde de demain ». Les valeurs cardinales que partage l'ONG Urgences Développement sont : la Performance, la Transparence et le Développement.

L'organisation dispose d'un Conseil d'Administration et de plusieurs autres organes. L'ONG Urgences Développement est nationale et collabore avec plusieurs organisations de la société civile aussi bien au niveau national qu'au niveau international.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

Accès à l'eau potable au Bénin: les faux pas de la SONEB qui retardent l'atteinte de l'ODD 6

Depuis 1960, qu'elle a été créée dans le but de fournir de l'eau potable à la population béninoise, la Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB) rencontre de nombreux problèmes qui entravent sa mission et la qualité des services qu'elle fournit. Malgré ses efforts pour améliorer la situation, de nombreuses zones rurales et urbaines continuent par exemple de souffrir d'un manque d'eau potable. Avec ses infrastructures souvent vétustes et mal entretenues, elle peine à répondre promptement aux alertes de dépannage.



A Abomey-Calavi, la cité-dortoir au sud Bénin, il fera bientôt deux mois que l'eau potable de la SONEB coule à flots dans la nature après une défaillance du matériel dans une maison avant le restaurant Grand Café en venant de Cotonou. Les multiples démarches engagées à l'endroit de la Société Nationale des

Eaux du Bénin, service de Calavi pour résoudre la situation sont restées stériles. La réponse qui a été servie témoigne du manque de professionnalisme longtemps décrié au sujet de cette société nationale.

Les agents rencontrés avouent n'avoir pas les matériels nécessaires pour résoudre le problème. Un fait qui suscite bien des questionnements que seules les autorités du secteur peuvent apporter des réponses adéquates. Ces agents ont préféré utiliser du caoutchouc pour arrêter sans y arriver, la fuite des eaux du tuyau. Un vrai gâchis aux yeux des riverains alors que dans d'autres contrées du Bénin, des populations doivent courir d'après l'eau potable, et même d'après l'eau souillée stagnante dans des creux de terre aux allures minières.

C'est le cas des populations de Sakabansi dans la commune de Nikki où dans [une vidéo publiée sur le réseau social Facebook](#), on peut voir des populations, malgré elles, à la recherche de l'eau malpropre. Au Bénin, les problèmes liés à la disponibilité de l'eau en quantité et en qualité ne se posent pas qu'en milieu rural.





À Sèmè-Kpodji en février 2023, il y a eu fréquemment des ruptures d'eau potable. Cette commune, pas les moindres au Bénin en termes d'industrie est régulièrement privée d'eau par

la SONEB. Une triste réalité qui perdure depuis des années. La SONEB s'est toujours montrée incapable même avec un petit message de communiquer avant, pendant et après sur les causes de telles coupures intempestives.

Eau potable ! Absente !

En mars 2023, c'était le comble au niveau des consommateurs de la SONEB. Pendant que le ministre, le Directeur Général et certains cadres du secteur de l'eau étaient présents à la Conférence des Nations Unies sur l'eau à New York, aux États-Unis, l'eau par contre était absente dans les robinets de certaines populations du Bénin.

C'est le cas dans les résidences universitaires, à l'Université d'Abomey-Calavi où l'eau n'était pas présente. Comme à l'accoutumée, aucune note de la SONEB n'a annoncé une absence d'eau.

Le 23 mars, Christ Boris M. dénonçait une privation d'eau potable au lendemain de la célébration de la journée mondiale de l'eau. À Cotonou, à Calavi en passant par Dassa Zoumè, Parakou et Djougou, le mois de mars a été profondément perturbé dans la fourniture d'eau potable aux populations.

Ni la célébration de la journée mondiale de l'eau, ni la participation du Bénin à une grande rencontre internationale sur l'eau n'ont motivé les agents de la SONEB à fournir de l'eau en quantité et en qualité aux populations.



Selon des consommateurs que nous avons interviewés, la SONEB est l'une des sociétés Nationales entièrement à part au Bénin. « *Quand on leur doit des factures, leurs services coupures connaissent bien nos adresses et viennent nous couper. Mais*

pas, quand il faut faire diligence pour dépanner » explique Marc K. Des faits pour lesquels la SONEB commence à gagner des trophées du bon mauvais élève.

Selon le Rapport Statistiques et Investigations du mois de février 2023 de l'Association Béninoise Eau et Énergies- ABEE, les statistiques ne sont pas favorables à la SONEB en matière de communication et de fourniture d'eau potable. Le rapport signale le silence coupable des diverses autorités sur la question des coupures d'eau, de compteurs volés et de mauvaise qualité de l'eau à des endroits donnés.

Du professionnalisme du personnel à la qualité des services proposés, il ressort que la SONEB est loin de satisfaire les engagements en matière d'atteinte de l'objectif 6 du développement durable. Alors pour résoudre ces problèmes, la SONEB doit améliorer la qualité de ses infrastructures et former ses employés pour améliorer la qualité des services fournis. Elle doit également garantir que l'eau potable soit accessible à tous conformément aux engagements pris par le gouvernement béninois à l'issue des grandes rencontres internationales auxquelles les cadres du secteur se pressent toujours à se présenter.

Megan Valère SOSSOU